

Citoyens MILITANTS



www.mrc-france.org



Avec Jean-Pierre Chevènement, l'espoir

Édito / Jean-Luc Laurent, Président du MRC

L'Europe et la France traversent des turbulences économiques et financières majeures. Les sommets internationaux se succèdent, l'austérité s'impose et la stagnation s'installe. Les solutions esquissées pour résoudre la crise manquent singulièrement d'envergure : des pansements, alors que la France a besoin d'attaquer le mal à la racine en changeant les règles de fonctionnement de la monnaie unique.

Que pouvait-on attendre de plus de ceux qui ont participé à mener l'Europe et la France là où elles sont ? Les gesticulations du Président de la République lors du G20 ne trompent personne. Il est vrai qu'il fallait camoufler le renoncement à parler franc et à tenir bon face à l'Allemagne. Il est clair à présent qu'il faut du courage et des idées ambitieuses pour nous sortir de l'œil du cyclone.

Jean-Pierre Chevènement est candidat à la Présidence de la République. Face aux défis qui se posent, notre candidat avec son livre programme « Sortir la France de l'impasse », démontre qu'une autre politique est possible.

En déclinant quatre repères d'intérêt vital, Jean-Pierre Chevènement trace les solutions à la hauteur des enjeux. D'abord en relançant la réindustrialisation pour retrouver compétitivité, emploi, croissance, ce qui passe par une monnaie moins chère. Ensuite, en définissant les moyens d'une Europe de la croissance. Cela implique naturellement de préserver notre souveraineté budgétaire et fiscale, notre indépendance nationale. Enfin, l'Europe ne peut se construire sans les peuples : aux sirènes du fédéralisme, nous répondons par une Europe des peuples, confédérale.

Homme d'Etat, Jean-Pierre Chevènement porte un langage de vérité. Homme de caractère, il récuse le renoncement et incarne la volonté. En homme libre et en patriote, il poursuit son combat pour la République et la France.

Naturellement, le MRC qui attendait cette décision pour s'y être préparé, s'en réjouit et mène le combat républicain à ses côtés. Pour porter plus haut sa candidature, nous devons relayer et décliner sa campagne sur le terrain, mettre en place les comités de soutien, poursuivre le travail déjà bien engagé pour les engagements de parrainage. Pour l'accompagner, nous associons aussi les nouvelles technologies notamment avec le site Internet www.chevenement2012.fr qui vous informe des prises de position, des actions engagées, des outils de communication (tracts, affiches, autocollants...) et du calendrier de campagne du candidat et de ses passages sur les médias.

Notre priorité dans les semaines qui viennent, consiste à nous adresser aux couches populaires pour reconquérir le vote des ouvriers et des employés qui sont les premières victimes de la désindustrialisation et des plans d'austérité qui sont mis en place. Au-delà, nombreux sont ceux qui sont inquiets pour l'avenir. Dans cette situation, chacun d'entre nous doit contribuer à faire bouger les lignes en s'adressant aux citoyens et, comme notre candidat, à mettre la gauche et la France à la hauteur des défis qui sont devant elles. Car la gauche ne pourra gagner en 2012 et réussir au-delà, sans le concours de la sensibilité républicaine que nous incarnons. Ayant anticipé et dénoncé les erreurs de conception de la monnaie unique, nous sommes d'autant plus légitimes à présenter avec Jean-Pierre Chevènement le projet républicain pour redresser la France, refaire l'Europe, et donner au peuple français le moyen du sursaut et l'espoir.

Jean-Pierre Chevènement

candidat à l'élection présidentielle de 2012

Déclaration adressée à l'AFP le 6 novembre 2011

1. Tout au long de cette année, j'ai beaucoup réfléchi et écouté. J'ai décidé d'être candidat à la présidence de la République en 2012, comme je l'avais annoncé, « pour faire bouger les lignes ». Pour mettre la gauche et la France à la hauteur des défis qui sont devant elles.
2. Nous sommes en effet à la veille de très fortes secousses. Avec la crise de l'euro, l'Europe se trouve dans l'œil du cyclone.
3. Ceux qui nous dirigent ou qui aspirent à le faire, pas plus que nos gouvernants de 1940, ne se sont préparés à y faire face. Or, dans cette période de tempêtes, il faudra maintenir le cap des intérêts de la France et de la République, qu'ils ont souvent perdu de vue depuis longtemps (cf.8). C'est pourquoi je suis candidat, pour aider à trouver un chemin.
4. La crise de la monnaie unique a, en effet, sa cause dans la monnaie unique elle-même, que nos dirigeants ont soutenue tous ensemble, à Maastricht, il y a vingt ans. L'erreur du traité que j'ai combattu a consisté à vouloir transférer à un aréopage de banquiers irresponsables la souveraineté monétaire de dix-sept pays très différents par leurs structures économiques, leurs langues, leurs cultures et leurs options politiques. Or, au lieu de converger, leurs économies ont divergé. L'écart s'est creusé entre l'Allemagne industrielle et excédentaire au Nord et les pays du Sud de l'Europe déficitaires et en voie de désindustrialisation rapide. La monnaie unique était censée unir. Elle divise. Les politiques de rigueur conjuguées conduisent à une récession généralisée.
5. Le sommet de Bruxelles n'a rien réglé. Il n'a posé que des rustines. Les ressources disponibles du Fonds européen de solidarité financière sont insuffisantes : 250 milliards face aux 3 400 milliards de dettes des cinq pays « sous tension ». Cette insuffisance ouvre la voie à l'ingérence extérieure. Après la Grèce, qui renâcle devant sa mise en tutelle, c'est le tour de l'Italie d'être attaquée et mise sous le contrôle du FMI. La rigueur s'impose par diktat. Au sommet du G20, à Cannes, la crise de l'euro a occulté le reste : la réforme du système monétaire international n'a pas progressé.
6. Il y a pourtant des solutions pour réconcilier l'Europe avec le progrès et avec la démocratie, essentiellement deux :
 - a) Pour sauver la monnaie unique, adosser le Fonds européen de solidarité financière aux ressources de la Banque Centrale européenne, comme l'avait proposé initialement le gouvernement français, afin de casser la spéculation. Donner à la Banque Centrale européenne les mêmes prérogatives que la Banque Centrale américaine qui détient 2 000 milliards de bons du Trésor américain et soutient la croissance aux Etats-Unis.
 - b) A défaut d'un accord du gouvernement allemand sur cette première solution, le compte à rebours de la dissociation de la zone euro est enclenché. Mais il est encore possible de limiter les dégâts :
 - il faudrait organiser de manière négociée la mutation de la monnaie unique en monnaie commune, projet raisonnable, soutenu il y a une vingtaine d'années par M. Bérégozovoy et par M. Balladur ;
 - il faudrait pour cela négocier un système de parités stables et ajustables pour corriger les écarts de compétitivité entre les différents pays tout en préservant l'euro comme « toit européen commun ». Cet euro pourrait être utilisé dans les échanges extérieurs, les monnaies nationales étant réservées aux transactions internes. Il n'est pas déshonorant de rectifier une erreur et de revenir à un système monétaire moins rigide et plus souple.
7. Malheureusement les dirigeants de l'Europe ne sont pas capables de faire des choix viables et cohérents, soit pour sauver la monnaie unique en réformant son architecture, ce que j'ai toujours proposé, soit pour revenir à une monnaie commune, plus robuste. Ils manquent du plus élémentaire réalisme pour sortir de l'impasse à moindres frais.



8. Face aux secousses inévitables, il faut garder le cap des intérêts supérieurs de la France et de la République. Ceux qui nous dirigent ou aspirent à le faire, l'ont le plus souvent perdu de vue. Or, il n'est pas de cap pour qui ne connaît pas le port.

Quels sont ces intérêts majeurs que dans les années à venir il faudra conserver à l'esprit ? J'en vois quatre :

- a) D'abord une monnaie moins chère que l'euro actuel surévalué de 25 %. Une monnaie moins chère pour permettre la réindustrialisation. Notre base industrielle a rétréci de moitié depuis trente ans. Or, sans base productive solide, pas de protection sociale efficace ! Voilà trente ans que je le répète : une industrie moderne c'est la condition de tout le reste : exportations, recherche, emploi, y compris dans les services, avenir de la jeunesse.
- b) Deuxièmement, il faut organiser une Europe de la croissance, avec politique monétaire active, une monnaie non surévaluée, un commerce ouvert aux concurrences loyales, un plan d'investissements dans les secteurs d'avenir (transition énergétique, transports et villes durables, etc.). Il n'est pas normal que l'Europe soit le seul continent voué à la stagnation économique.
- c) Troisièmement il faut préserver, avec la démocratie et les droits du Parlement, notre souveraineté budgétaire et fiscale, sauvegarder notre indépendance en matière énergétique, de défense et de politique extérieure. Pas question de brader l'atout nucléaire de la France. Nos centrales nous donnent une électricité 40 % moins chère que celle qu'il faudrait produire en substitut. Pas question de laisser partir en fumée des centaines de milliards investis depuis un demi-siècle ! Pas question de sacrifier sur l'autel de la règle d'airain budgétaire, la dissuasion nucléaire qui garantit notre sécurité à long terme. Pas question de sacrifier non plus notre siège de membre permanent du Conseil de Sécurité de l'ONU ou notre réseau diplomatique, le deuxième du monde.
- d) Il faut enfin redresser l'Europe : construire une Europe européenne qui soit un pôle dans le monde multipolaire de demain. Une Europe non pas fédérale – ce n'est pas mûr – mais confédérale, appuyée sur ses nations et sur la démocratie qui vit en chacune d'elle, une Europe à géométrie variable, avec une monnaie non pas unique mais commune. Pour construire cette « Europe européenne » une France forte est nécessaire.



CHÈ
2012

9. Ces quatre grands repères ne sont guère présents à l'esprit de ceux qui nous dirigent ou aspirent à nous diriger.

- a) Selon Nicolas Sarkozy, « si l'euro explose, l'Europe disparaît ». Cela n'a pas de sens. La Grande-Bretagne n'est pas dans l'euro mais elle est dans l'Europe. Celle-ci existait avant l'euro. Elle existera après. Nicolas Sarkozy nous dit qu'il faut coller à l'Allemagne. Il faut certes dialoguer avec elle mais en s'appuyant sur nos propres atouts. Nos modèles sont différents et nos intérêts peuvent l'être temporairement. Trouvons avec l'Allemagne les compromis nécessaires. Nicolas Sarkozy nous fixe l'horizon du « triple A ». Ce n'est pas un projet républicain dans lequel le peuple puisse se reconnaître. C'est transférer la souveraineté populaire aux agences de notation ! Au total, Nicolas Sarkozy ne nous offre à travers la règle d'or – en fait d'airain – que l'horizon d'une austérité à perpétuité.
- b) François Hollande refuse, lui, d'inscrire la règle d'or dans la Constitution mais il l'appliquerait, en réduisant dès 2013 le déficit budgétaire à 3 % du PIB. Je ne discerne pas la logique alternative qu'il propose. Il évoque les eurobonds mais l'Allemagne n'est pas prête à mutualiser sa dette avec celle des autres. Tout au plus accepterait-elle peut-être un emprunt européen pour financer quelques travaux d'infrastructures...
- c) Les invocations au fédéralisme qui se font entendre à gauche et à droite dissimulent le fait que ce fédéralisme ne peut être que coercitif et déboucher sur un espace disciplinaire.

Les Français ont besoin de repères clairs, sur l'École, la sécurité, l'intégration, mais d'abord sur l'Europe car c'est par là que la maison brûle. Il faut donc une vision et d'abord pour remettre l'Europe sur ses pieds.

La France, depuis trop longtemps, minée par le doute, doit retrouver confiance en elle-même : les secousses sont inévitables et l'effort le sera aussi. Mais cet effort doit avoir un sens, et la justice être au rendez-vous.

Il faut enfin parler le langage de la vérité, y compris sur les moyens que nous prendrons. C'est le seul moyen d'éviter les déceptions après 2012. Nous ferons ainsi barrage à l'extrême droite.

Il faut remettre d'aplomb la République et refaire des citoyens. C'est pour cela que j'ai choisi de faire entendre ma voix.



Marie-Françoise Bechtel, Première Vice-présidente du MRC, nous livre une critique des deux derniers ouvrages de Jean-Pierre Chevènement

L'URGENCE DE L'HISTOIRE

Dans « *La France est-elle finie ?* », JP Chevènement s'était donné pour tâche un inventaire des raisons historiques pour lesquelles la France avait dévié au cœur du monde globalisé. Il en avait explicité les causes, mesuré l'ampleur et défini les grands défis.

Avec « *Sortir la France de l'impasse* », il entend s'attaquer à l'urgence qui en résulte : résoudre la crise historique dont il avait montré les tenants et aboutissants.

L'impasse c'est celle du « *projet européen de la France* ». Notre situation actuelle ne résulte pas de la marche mécanique d'une Europe qui nous eût été imposée et dont le projet français aurait été absent. C'est au contraire l'erreur dans la formulation de ce projet, vieux maintenant de plus de quarante ans, qui est la source des déviations d'une construction qui tourne aujourd'hui le dos à la prospérité du continent qu'elle avait la charge d'unir. Sous le patronage de Jean Monnet, la France a participé activement au projet initial d'une Europe plus chrétienne-démocrate que social-démocrate. Elle a ensuite accepté le saut dans le néo-libéralisme. Mieux, elle l'a parfois appuyé.

L'Europe est donc devant un tournant historique. La crise mondiale rend incontournable la remise en question des options fondamentales sur lesquelles elle a été bâtie. Si la « crise » est un phénomène qui frappe toutes les zones du monde chacune de ces zones est aujourd'hui devant des enjeux spécifiques. Pour l'Europe, c'est autour de l'euro que doit être cherchée une sortie de crise car « *la crise de l'euro est () l'avatar de la crise du capitalisme financier globalisé entamée depuis 2007-2008.* ».

En sortir, comment ? Là où certains voudraient hâter le temps historique et préconisent une sortie immédiate de l'euro, JP Chevènement préfère soupeser le possible au trébuchet du réel, ce qui ne l'empêche pas au contraire de garder l'œil fixé sur un horizon ambitieux. De là, la formulation de deux hypothèses. La première est la redéfinition du rôle de la Banque centrale européenne qui « *est cruciale* ». C'est le plan A : prise à pension de la dette publique

par la BCE dont la mission serait élargie au soutien de la croissance notamment par une politique de change mettant fin à la surévaluation de l'euro qui est un obstacle majeur aux exportations. La mise en œuvre, comme aux Etats-Unis, de la planche à billets ne créerait en effet qu'une inflation modérée et « *la dévaluation de l'euro est nécessaire à la réindustrialisation de l'Europe* ». Cette piste plus solide que la mutualisation d'une dette européenne devenue colossale par une politique d'eurobonds aujourd'hui privilégiée par les sociaux-démocrates demande toutefois un dialogue franc avec l'Allemagne pour lequel il faudra trouver - dans les doutes sur son avenir ? - des éléments de persuasion. Ce sera donc une tâche difficile.

C'est pourquoi un plan B doit être prêt car « *aucun pays digne de ce nom ne peut s'enfermer dans une politique sans alternative* ». Il faut donc « *organiser la mutation de l'euro de monnaie unique en monnaie commune* », comme le fut l'écu. Ainsi la dévaluation compétitive serait-elle possible tout en maintenant un « *toit européen* » pour l'émergence à terme d'une devise européenne « *entre le dollar et le yuan* ».

Plan A demandant beaucoup d'énergie et de détermination pour convaincre le partenaire allemand, ou plan B pour faire face aux aléas aujourd'hui imprévisibles de la zone euro, nécessitent une « *Europe européenne* », refondant le pacte européen autour de nations qui ont suffisamment en commun pour faire quelque chose ensemble.

Mais rien de tout cela ne peut être accompli sans « *remettre debout le peuple français* ». Pourquoi ? Parce que la démission de nos élites se traduit tout particulièrement aujourd'hui dans un anti populisme tenant à leur « *médiocrité () leurs intérêts (faisant) le reste* », qui diabolise la nation pour retirer au peuple sa légitime fierté d'être français. Or cette démonisation de la nation de la part d'élites par ailleurs admiratrices du projet national américain, est étroitement liée à l'origine de la construction européenne. Présente chez Jean Monnet, elle a prospéré dans notre pays sur le terreau de la défaite, qui alimente aujourd'hui la « *repentance* ». Le désarroi de la jeunesse, la crise de la démocratie, les difficultés de l'intégration lui sont pour l'essentiel imputables. Tous ces manques décrivent en creux les tâches de l'avenir : redresser la nation par l'école, la cohésion sociale par une intégration ambitieuse refusant les idéologies compassionnelles, la démocratie par la remise en selle de l'idéal républicain civique, patriotique et porteur de l'intérêt général.

Ce qu'il faut attendre du Président de la République est donc un projet hautement politique, sachant renouer avec le « *roman national (qui) n'a aucune raison de s'interrompre aujourd'hui* ». Sans doute cette phrase est-elle la plus significative d'un ouvrage qui entend répondre à l'interrogation préalable : « *La France est-elle finie ?* ». Et le point d'interrogation qui le conclut a valeur, d'hypothèse, d'espoir et de défi. ■



Sortir la France de l'impasse
Jean-Pierre Chevènement
- Editions Fayard -
168 pages,
12 Euros

Le monde qu'on leur prépare

Luc Chatel et Jean-Pierre Chevènement,
Entretiens croisés
dirigés par Nicolas Beytout

Dans ce dialogue sur l'école, ordonné en plusieurs thématiques successives, un ministre libéral de l'éducation, « *homme d'entreprise* » affronte celui qui fut il y a vingt-cinq ans un ministre de l'éducation républicain.

Son grand intérêt est de faire un point d'arrêt en ce début de 21^e siècle sur l'ensemble des problèmes propres à l'école, mais aussi sur la place de l'école dans notre société, et de le faire à partir de deux visions différentes. L'une et l'autre sont d'ailleurs rôdées à la conduite de l'action ministérielle, au cœur de la rencontre des acteurs multiples – enseignants, élèves, syndicats, parents, hiérarchie de l'éducation - des débouchés – derrière l'école, l'emploi - et des valeurs : l'école n'est pas un service public comme un autre, elle est aussi une institution fondamentale de notre République. Sa charge est lourde. Les problèmes récurrents depuis vingt-cinq ans sont donc passés en revue, les évolutions mesurées, les défis analysés et c'est sur cette partie que s'affrontent principalement deux visions différentes.

Le dialogue part d'un angle large : d'abord « *le monde nouveau* » et ses incertitudes, puis « *le modèle social européen* ». « *L'école dans le monde d'aujourd'hui* » prend la suite, rappelant les données et les comparaisons internationales du coût et des succès ou échecs des systèmes éducatifs qui font de la France un « *élève moyen* », puis vient « *l'école et le marché du travail* ». Les analyses menées autour de certains de ces thèmes, si elles ne conduisent pas en apparence à une franche opposition, montrent bien cependant que de part et d'autre on ne met pas le même contenu sous le mot d'ordre de « *volonta-*



Le monde qu'on leur prépare

Luc Chatel
Jean-Pierre
Chevènement
Entretiens
croisés
- Plon
2011 -
240 pages,
19 Euros

risme industriel » ou sous l'éloge des « *services publics à la française* ».

La troisième partie « *l'école et ceux qui la font* » aborde pour commencer la question des valeurs. On y lit avec intérêt que Luc Chatel « *partage globalement l'héritage des valeurs républicaines de l'école que Jean-Pierre Chevènement vient de décrire* ». C'est bien là un signe des temps : aujourd'hui les valeurs de la République reçoivent un coup de chapeau d'à peu près tous les responsables politiques. Mais passe-t-on aux travaux appliqués que le vernis se fissure.

D'abord dans l'« *état des lieux* ». Ni sur les moyens de redresser le taux de réussite alors que l'échec scolaire se situe entre 20 et 25 % d'une classe d'âge à la sortie du collège, ni sur les programmes ni surtout sur l'exigence pédagogique elle-même, les deux interlocuteurs ne parlent le même langage. Et chacun en est conscient. Le communicant averti, Luc Chatel, pense que « *interdire le portable à l'école c'est comme interdire internet en Tunisie* » s'attirant la réplique suivante : « *il faut sanctuariser l'école ! Sinon c'est le bazar !* ». Echange significatif entre la résignation aux dérives de la société au nom de la « *modernité* » et de l'autre la volonté d'arracher l'école à ces dérives, sensibles également dans l'échange sur les programmes ou le redoublement.

C'est sur le pilotage du système éducatif par l'Etat, par où s'achève l'ouvrage, que le clivage est le plus net. JP Chevènement oppose au tout « *management* » préconisé par son interlocuteur et qui n'est guère autre chose que la gestion de la réduction des dépenses publiques, le « *pilotage* » par l'Etat consistant non seulement à donner les grandes orientations mais à en maîtriser les incidences (budget, formation des maîtres...).

Ainsi l'hommage final rendu de part et d'autre au « *métier magnifique* », celui des enseignants, repose-t-il en fin de compte sur des divergences qui ont le mérite d'apparaître au grand jour. Et de nourrir un débat qui s'annonce essentiel dans la campagne présidentielle.

MFB

CHEVÈNEMENT

2012

- Visitez le site de campagne de Jean-Pierre Chevènement : www.chevenement2012.fr.
- Faites-le connaître autour de vous en utilisant les boutons de partage sur les réseaux sociaux.
- Affichez votre soutien à la candidature de Jean-Pierre Chevènement sur votre profil Facebook ou Twitter



Carros 3 & 4 septembre 2011

Université d'été

Par Bastien Faudot, Secrétaire national chargé de l'université d'été

L'organisation de notre traditionnelle Université d'été en ce début septembre 2011 était un défi : il s'agissait de réunir les conditions pour prendre le temps de traiter de sujets urgents. En effet, le contexte de la crise systémique qui sévit depuis 2007 a placé l'économie européenne sous la menace récessionniste.

En volant au secours de la finance à l'automne 2008, les Etats ont absorbé l'endettement privé, recyclé ainsi en endettement public. C'est à cette résultante que les gouvernements européens sont aujourd'hui confrontés : l'endettement public s'est accru dans de telles proportions que les Etats ont hypothéqué leur capacité de lever l'emprunt sur les marchés. Leur souveraineté s'est progressivement assujettie à l'assentiment des agences de notation. Dans le sillage de la Grèce, d'autres nations risquent de ne plus pouvoir honorer leurs dettes.

Dans ces circonstances, les puissances publiques doivent faire des choix déterminants. En France, la question politique croise le temps politique avec les rendez-vous électoraux de 2012. L'Université d'été du MRC à Carros était donc une occasion propice pour traiter avec soin les sujets décisifs qui sont à l'agenda. Près de 300 participants sont venus pour en débattre le temps d'un week-end.

L'avenir de la monnaie unique et de l'industrie en Europe

Alain COTTA, économiste, a entamé son propos en évoquant la désinformation dont les citoyens sont victimes dans le domaine économique. Dans cette situation de crise, le pôle médiatique ne permet pas de prendre la mesure des périls auxquels les Etats doivent aujourd'hui faire face. Il explique notamment que le ratio entre les engagements et les fonds propres des banques équivaut aujourd'hui à un facteur de 1 à 100. Ce qui signifie que la totalité des banques européennes sont virtuellement en faillite.

Concernant la monnaie unique, il rappelle que l'initiative de la création de l'euro est toute politique. Elle se révèle économiquement « intenable » : la zone euro connaît depuis de nombreuses années une croissance nulle ou presque, un taux de chômage structurel de 10 %, un déficit du commerce extérieur de près de 3 % du PIB et un déficit budgétaire endémique. Considérant ces mauvaises performances, il juge l'euro condamné. Aucun pays ne peut s'autoriser à maintenir un instrument monétaire aussi pénalisant sur le long terme.

Si la monnaie unique doit céder, Alain COTTA considère qu'il est préférable d'organiser cette sortie plutôt que de la subir « inévitablement ». Il distingue trois issues possibles :

- La mutation de l'euro en monnaie commune qui serait maintenue pour les échanges extérieurs. Les politiques nationales pourraient retrouver ainsi la maîtrise de leur politique de change.
- La création de deux euros différents : un euro du nord et un euro du sud, qui seraient plus à même de s'adapter aux spécificités économiques et industrielles des modèles européens.
- La sortie unilatérale de l'euro par l'Allemagne car la politique monétaire européenne est aujourd'hui plus spécifiquement tributaire des excédents allemands.

6 Yves LE HENAFF, banquier, revient sur les déséquilibres

financiers et commerciaux qui rendent la crise « irréversible », et particulièrement sur le continent européen, qui se révèle être le maillon faible parmi les acteurs économiques mondiaux. Selon M. LE HENAFF, la logique autoréalisatrice de l'Union européenne (« Le but de la construction de l'Europe, c'est de construire l'Europe ») ne permet pas de donner du sens aux politiques poursuivies. Le marché unique a fait changer de nature le projet européen lui-même : la logique de convergence européenne a produit son contraire à travers la spécialisation économique des régions. Dès lors, l'idée d'émissions d'eurobonds et les politiques de stabilité lui paraissent être des réponses conjoncturelles vouées à l'échec. Seules la monétisation et la restructuration de la dette permettront selon lui de se défaire de l'étau dans lequel la monnaie unique se trouve placée.

Echapper à la théorie de l'austérité et sortir du piège de la dette

Sur les origines de la crise actuelle, Antonella STIRATI, professeur d'économie à l'université de Rome, précise qu'elles ne sont pas directement liées à la dette elle-même. A la différence de la zone euro, et malgré des taux d'endettement supérieurs, le Japon, l'Angleterre et les Etats-Unis disposent d'une véritable banque centrale en capacité de monétiser leur dette publique. La crise de la dette révèle des failles économiques plus déterminantes : les pays en difficulté présentent un déficit de la balance des paiements qui témoigne des problèmes structurels de compétitivité de la zone euro. La crise européenne est en réalité une « crise de la demande agrégée » : le chômage, la désinflation salariale et le sous-emploi de la capacité productive contractent l'activité. Selon l'économiste italienne, il conviendrait d'abord que l'émission d'eurobonds puisse être rapidement réalisée. Il faudrait ensuite que l'Allemagne relance sa demande intérieure (notamment par la réévaluation des salaires) afin de rééquilibrer les échanges commerciaux au sein de la zone. A défaut, les politiques nationales doivent se défaire du chantage à la dette et réorienter la fiscalité vers des investissements d'intérêt public afin de relancer l'activité et l'emploi.

La crise financière s'explique par l'accroissement des masses de capitaux à la recherche d'un rendement maximal. Directeur du département Mondialisation à l'OFEC, Henri STERDYNIAK rappelle que les finances publiques n'ont aucune responsabilité ni dans l'origine, ni dans le déclenchement de la crise. L'explosion des inégalités dans les pays anglosaxons a confié aux bulles financières et immobilières, et à l'endettement des ménages, le soin de porter la croissance. La crise de la dette en Europe a eu des précédents en Russie, en Turquie ou encore en Argentine. Le problème des déficits publics a été causé par l'intervention des Etats pour sauver les banques, pour soutenir l'activité et du fait de la perte de recettes fiscales due à la récession. Henri STERDYNIAK relève que cette crise crée une opportunité pour engager une « nouvelle contre-révolution libérale » incarnée par des politiques d'austérité. Le programme de rigueur généralisée va aggraver la situation initiale au lieu de la résorber. Cet engrenage plonge l'économie européenne dans une impasse : l'abandon de la souveraineté monétaire et la mauvaise conception de la zone euro offrent des marges de spéculation sur les dettes publiques. Le scénario du défaut

et de l'explosion de la zone euro ne peut être évacué. Il pourrait aussi avoir quelques vertus en redonnant aux pays concernés la capacité de définir des stratégies propres et les outils de souveraineté pour y parvenir. Le maintien de la zone euro (« le plus utopique ») requiert de renoncer au triple A, de garantir les dettes européennes par la BCE, un scénario de croissance à l'échelle du continent assorti d'une banque d'investissement.

Les contours d'une nouvelle souveraineté politique et économique

En rappelant le cheminement historique de la construction européenne, Bruno MOSCHETTO introduit son propos en détaillant « la longue marche des abandons de souveraineté » : d'abord avec le marché unique, ensuite avec la monnaie unique, enfin progressivement avec une politique budgétaire unique. En bout de chaîne, la montée des crises est venue rendre visible la fragilité de la mondialisation financière. Ses propriétés rendent nécessaires des actions de protection des économies européennes qui ne sont pas outillées pour affronter une concurrence internationale qui s'accommode de l'asymétrie de la compétitivité. D'abord à l'égard des pays émergents, mais aussi au sein de l'espace européen lui-même. Progressivement le « made by » est venu remplacer le « made in » : les systèmes de production achètent désormais leur composant à l'est pour vendre un produit manufacturé à l'ouest. Le retour à la souveraineté des peuples sur le système d'échange signifie la reprise en main de leur destin. A ce titre, M. MOSCHETTO préconise d'une part la séparation des activités bancaires afin de stabiliser le système, d'autre part la mise en œuvre d'une monnaie commune inspirée du Système Monétaire Européen d'avant Maastricht et le recours à l'inflation qui constitue selon lui « un impôt efficace sur la monnaie ».

Ces propositions « éconoclastes » supposent une volonté politique qui est le cœur des enjeux actuels selon Hervé JUVIN, président d'Eurogroup Consulting. La crise actuelle met en scène un renversement de la même ampleur que celle de 1929 : nos références et nos concepts ne sont plus opérants. La question de la dette privée se révèle profondément politique : la décision prise dans les années 90 par Bill Clinton de permettre aux citoyens qui n'ont pas les capacités de payer, d'accéder à la propriété via l'assouplissement des conditions de crédit. Par ailleurs, le problème de la dette souveraine n'est pas réductible à la question de son volume : l'exemple du Japon, endetté à hauteur de 200 % de son PIB mais dont les citoyens sont détenteurs de la dette publique à 95 %, témoigne que le sujet principal est le niveau d'exposition à l'interdépendance. Cette « idéologie » de l'interdépendance, qui justifie l'interconnexion étroite des marchés de capitaux, rend le système très vulnérable puisque sa porosité autorise la contagion à toutes les régions et tous les secteurs d'activités.

Renouer avec les classes populaires

Aborder le rendez-vous démocratique de 2012 suppose de comprendre le parcours qui a mené au résultat de 2007. Le politologue Stéphane ROZES rappelle que la victoire de Nicolas Sarkozy a été bâtie sur un triptyque (travail, mérite, pouvoir d'achat) qui venait répondre aux tourments des classes populaires. Or, numériquement, ce sont les catégories populaires qui font le résultat d'une élection. Mais le contenu de l'imaginaire français est en mutation depuis le cours des années 90. Les ouvriers et les salariés n'envisagent plus l'avenir du point de vue de leur activité profes-

sionnelle. Et la mondialisation a modifié en profondeur le rapport des hommes au travail en individualisant leur trajectoire. La symbolique des classes populaires a rejoint très largement celle des classes moyennes. Dès lors, il convient de parler au pays et de l'incarner. Le retour de la République et de la Nation témoigne d'un besoin de surmoi, d'un monde commun qui dépasse la segmentation ancienne du corps social. Stéphane ROZES conclut son propos en invitant les dirigeants politiques à offrir une perspective collective qui devra assumer un projet français dans une globalisation qui « naturalise les phénomènes économiques » et nourrit le fatalisme.

S'il s'agit d'une réalité qui semble parfois lointaine, la mondialisation fait une intrusion palpable dans la vie quotidienne des Français. Elle produit un sentiment d'accroissement des incertitudes, des risques et des violences. Telle est la conviction de Philippe GUIBERT qui recense les signaux de cette globalisation : hausse du prix des matières premières, coût de l'énergie, délocalisations et plans sociaux, augmentation de la charge du travail, stagnation des salaires. Aucun secteur d'activité ne semble à l'abri d'une déstabilisation soudaine. La pression qui s'exerce sur les citoyens réduit leurs perspectives d'avenir. Face à ces effets concrets, le pouvoir politique est perçu comme impuissant. Par ailleurs, la contraction du pouvoir d'achat provoque une allergie des classes populaires à l'égard de la fiscalité. Cette donne contribue à refermer par conséquent certaines options politiques de redistribution. Dans ce contexte, le sociologue estime que la crise pose le problème de la sécurisation économique des classes populaires. Le défi de la reconquête du pouvoir par la gauche requiert de répondre aux théories du Front National qui prospèrent sur fond d'incertitudes généralisées en faisant le lien entre sécurisation sociale, sécurisation physique et sécurisation culturelle. Elle devra rechercher dans ses fondamentaux (la laïcité et la République) pour offrir une offre politique audible.

L'abandon par la gauche des classes populaires au bénéfice du Front National a été théorisé et démontré depuis longtemps. Jean-Yves AUTEXIER, ancien parlementaire, distingue deux attitudes pour corriger cette évolution : ou bien la gauche se résigne à la perte des couches populaires et se convainc de cibler un nouvel électorat en brandissant ses « valeurs », ou bien elle considère que ces couches populaires sont une partie décisive du peuple souverain. Le problème politique de la gauche se résume à la substitution progressive des questions sociales par les questions sociétales au cours des années 80. « La gauche sans le peuple » est une équation impossible et la reconquête des classes populaires est un impératif. Cela suppose d'abord de les localiser (là où le logement est le moins cher, le périurbain) et de les connaître. Cela exige ensuite de répondre à leurs besoins qui sont aussi les aspirations de la Nation. Cette concordance entre les préoccupations des citoyens et l'intérêt du pays prend une réalité particulièrement tangible sur la question de l'emploi et de l'industrie.

Aussi, la question du traitement de l'Egalité, passion française entre toutes, doit être déclinée : par l'éducation pour permettre un véritable ascenseur social pour tous, par la revitalisation des services publics, par la réhabilitation de l'Etat comme outil de la volonté populaire pour faire prévaloir l'intérêt général sur les considérations particulières. Enfin, le redressement politique de la gauche suppose d'assumer une politique républicaine de sécurité et d'intégration. Jean-Yves AUTEXIER conclut en dénonçant l'irresponsabilité des « postures morales » qui n'ont aucune chance de pénétrer l'opinion publique des populations des plus fragilisées.



Tous en campagne !

Le 22 octobre dernier, Jean-Luc Laurent, président du MRC et Marie-Françoise Bechtel, première vice-présidente, réunissaient les secrétaires fédéraux de notre Mouvement pour préparer la campagne présidentielle de Jean-Pierre Chevènement.

« Faire bouger les lignes », nous avons pu constater au cours de cette réunion que beaucoup s’y emploient déjà en téléphonant et rendant visite aux maires de leurs régions.

Que rapportent-ils de ces démarches ?

Essentiellement que beaucoup d’élus voient en Jean-Pierre Chevènement un grand homme d’Etat. Un homme qui, par temps agités, a toujours su garder le cap et rester fidèle à ses convictions. Nombreux d’entre eux ont évoqué les grands combats de Jean-Pierre Chevènement : tournant de la rigueur (1983), 1ère guerre du Gofle (1991) ou encore son opposition au statut de la Corse (2000).



Cependant, beaucoup de maires ont dit attendre la déclaration officielle de Jean-Pierre Chevènement pour apporter leur parrainage.

Jean-Pierre Chevènement est candidat depuis le 5 novembre. Il nous revient maintenant, nous militants du MRC, d’accélérer les actions déjà entreprises : appels des maires pour le parrainage, popularisation de la candidature de Jean-Pierre Chevènement, initiatives de presse etc...

Au-delà des tâches pratiques, l’engagement courageux de Jean-Pierre Chevènement en cette période de crise pour notre pays et pour l’Europe, est l’occasion pour tous de porter haut les valeurs républicaines et les analyses politiques et économiques que Jean-Pierre Chevènement défend depuis plusieurs décennies. Notre motivation doit être d’autant plus forte que les faits viennent (hélas !) conforter ces convictions forgées au fil de l’expérience acquise par ses responsabilités successives.

Pour ce faire nous disposons d’un livre : « Sortir la France de l’impasse », d’un site internet : www.chevenement2012.fr, d’une affiche (ci-contre), d’un document décrivant synthétiquement 10 propositions, d’un tract, d’autocollants et de badges « Chè 2012 ». A nous d’agir !



Adhérer au MRC, c’est rester libre



Mouvement Républicain et Citoyen

FICHE INDIVIDUELLE D’ADHESION

2011

DEPARTEMENT :

Comité local (éventuellement).....

Participation au comité national jeunes

Je soussigné(e) NOM.....Prénom.....

Adresse.....

Ville.....CP.....

Profession.....Lieu professionnel.....

Syndicat (pour participation éventuelle au secteur monde du travail).....

Téléphone.....Portable.....

Courriel.....

Mandat(s) électif(s) éventuel(s).....

Souhaite adhérer au MRC renouveler son adhésion au MRC

et joint un chèque de €, à l’ordre de AFMRC

(La cotisation nationale est de 55 € minimum, + cotisation libre selon revenus

ou 25 € pour les personnes au RSA, en recherche d’emploi, étudiants et moins de 25 ans)

Un reçu fiscal vous sera fourni pour vous permettre de bénéficier d’une réduction d’impôts de 66 % du montant de votre cotisation.

Fait à..... le

Signature.....

BULLETIN A RETOURNER ACCOMPAGNE DU CHEQUE A : MRC - 3 AVENUE DE CORBERA - 75012 PARIS